



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Hôpital public

Question au Gouvernement n° 3012

Texte de la question

HÔPITAL PUBLIC

M. le président. La parole est à M. Adrien Quatennens.

M. Adrien Quatennens. « Personne n'était prêt », nous dit le chef de l'État. Peut-être... Mais on ne peut pas se contenter d'une telle réponse, monsieur le Premier ministre. Pourquoi ne l'étions-nous pas ? Comment l'être la prochaine fois ?

L'hôpital a été géré comme une entreprise. Par la voix de sa Commission, l'Union européenne a exigé des dizaines de fois que les États membres fassent des économies dans le secteur de la santé, et les gouvernements successifs ont appliqué avec zèle et enthousiasme ses recommandations, gérant l'hôpital comme on tient des comptes ! Ainsi, en quinze ans, nous avons perdu 69 000 lits ! Entre votre accession au pouvoir et la fin de l'année dernière, il y a eu 4 500 nouvelles fermetures.

Où étiez-vous pendant ces longs mois précédant la crise du covid-19, ces longs mois pendant lesquels le personnel hospitalier était en grève et en manifestation, allant jusqu'à subir les charges au gaz lacrymogène, pour dire combien la situation était critique et exiger des moyens humains et matériels ? Vous savez que si le point de rupture n'a pas été atteint, ce n'est que grâce à leur dévouement absolu. Nous ne voulons plus jamais voir nos soignants en sac poubelle ! Nous ne voulons plus en voir mourir faute d'avoir pu disposer du matériel de protection qu'ils étaient en droit d'attendre !

À l'heure de votre Ségur de la santé, pourquoi remettre sur la table la question des 35 heures et du temps de travail ? Le personnel n'a-t-il pas à vos yeux suffisamment fait preuve de dévouement et de capacité d'adaptation ? S'il doit y avoir un énième plan santé, l'heure est venue de donner une suite favorable à ses revendications.

Revalorisez fortement les bas salaires, embauchez et formez en quantité suffisante pour soulager les effectifs, arrêtez la politique de fermeture de lits et la réduction programmée de leur nombre, démocratisiez la santé en impliquant professionnels et usagers, et augmentez autant qu'il le faudra le prochain budget de la santé pour répondre enfin aux besoins, en ville et l'hôpital. En résumé, monsieur le Premier ministre : par pitié, reconfinez le macronisme et faites enfin ce qui doit être fait.

M. le président. La parole est à Mme la secrétaire d'État auprès du ministre des solidarités et de la santé.

Mme Christelle Dubos, *secrétaire d'État auprès du ministre des solidarités et de la santé.* Les soignants et notre système de santé méritent bien plus que des polémiques. La réforme de la santé menée depuis 2017 est une bonne réforme et les mesures prises vont dans le bon sens, mais l'ampleur de la crise hospitalière nous

oblige maintenant à accélérer et à être à la hauteur des attentes des soignants. Notre objectif est donc clair : nous allons augmenter les rémunérations, élaborer un plan d'investissement ambitieux et enclencher une transformation profonde de tout ce qui ne tire pas l'hôpital vers le haut.

M. Christian Hutin. Ne vous inquiétez pas : vous lisez la bonne fiche...

Mme Christelle Dubos, secrétaire d'État . La question des rémunérations est au cœur de notre réflexion. Nous avons entendu les attentes, mais cette question est aussi celle de la montée en compétence et des missions. Des médecins exercent aujourd'hui des missions de formation ou de recherche, qui doivent être reconnues. L'ensemble des professionnels doivent pouvoir faire évoluer leurs compétences...

M. Christian Hutin. Les infirmières ont déjà des compétences ! Elles nous ont déjà soignés du covid-19.

Mme Christelle Dubos, secrétaire d'Étatet leurs missions, pour ceux qui le souhaitent, et doivent être reconnus à leur juste valeur. Il faut pouvoir faire évoluer les métiers du soin, en les adaptant aux nouveaux besoins de prise en charge des patients.

Je l'ai dit, un groupe Ségur national, lancé aujourd'hui, se réunit spécifiquement pour aborder cette question. Quant aux 35 heures il ne s'agit pas de déréguler le temps de travail et d'obliger - non pas d'obliger, de ne pas obliger...

M. Christian Hutin. Vous l'avez dit !

M. le président. Calmez-vous, s'il vous plaît, monsieur Hutin !

M. Christian Hutin. I am back, monsieur le Président : il faut bien que quelqu'un réagisse !

Mme Christelle Dubos, secrétaire d'Étatde ne pas obliger les gens à travailler davantage, mais de créer un cadre plus souple pour permettre à ceux qui le souhaitent de le faire ou d'organiser différemment le temps de travail.

M. Christian Hutin. C'est lamentable !

M. Fabien Di Filippo. C'est un exercice de communication politique !

Mme Christelle Dubos, secrétaire d'État . Il faut aussi valoriser le travail d'équipe.

Les travaux qu'ont lancés hier le Premier ministre et le ministre de la santé réunissaient 300 acteurs du monde de la santé – élus, représentants des usagers, des ordres professionnels, du secteur sanitaire et médico-social, syndicats hospitaliers, représentants des étudiants et conseils nationaux. C'est tous ensemble que nous trouverons la solution. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

Données clés

Auteur : [M. Adrien Quatennens](#)

Circonscription : Nord (1^{re} circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3012

Rubrique : Fonction publique hospitalière

Ministère interrogé : Solidarités et santé (Mme la secrétaire d'État auprès de la ministre)

Ministère attributaire : Solidarités et santé (Mme la secrétaire d'État auprès de la ministre)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [27 mai 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [27 mai 2020](#)